

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur 

INNOV'IA

4 Rue Samuel Champlain - Zone Agrocéan
17000 La Rochelle

Saisissez du texte ici

Références : 0007204476/2026-85

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement INNOV'IA implanté 4 Rue Samuel Champlain - Zone Agrocéan 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'incident survenu le 10 janvier 2026 lors duquel une fuite de propylène glycol a conduit au rejet d'eaux industrielles très chargées en DCO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INNOV'IA
- 4 Rue Samuel Champlain - Zone Agrocéan 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007204476
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Innov'ia exploite sur le site Agrocéan une unité de production de poudres soumise à enregistrement au titre de la législation des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 2.5.1	Demande d'action corrective	
3	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet	Arrêté Préfectoral du 07/08/2025, article 3	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bassin de sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 8.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a retracé les événements survenus lors de la fuite de propylène glycol contenu dans le réseau d'eau glacée le 10 janvier 2026. L'exploitant a identifié des actions correctives qu'il doit mettre en place. Cet incident a conduit au rejet dans le réseau communal, d'eaux industrielles dépassant la concentration en DCO (demande chimique en oxygène).

Le service assainissement de la communauté d'agglomération de La Rochelle n'ayant pas fait part de dysfonctionnement de la station de traitement des eaux de Port Neuf suite à l'incident survenu sur le site Agrocéan, l'inspection des installations classées ne propose pas de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

L'exploitant a prévenu le 15 janvier 2026 l'inspection des installations classées de la survenue le 10 janvier d'une fuite de propylène glycol au sein du bâtiment Agrocéan soumis au régime de l'enregistrement.

Lors de la visite, l'exploitant a explicité le déroulement des faits :

Le samedi 10 janvier, l'exploitant constate une fuite sur une canalisation du réseau d'eau glacée située en hauteur (du propylène glycol est injecté dans ce réseau d'eau afin d'éviter le gel).



Cette fuite est confirmée vers 9h/9h30. Le cadre d'astreinte applique la procédure et met en place la déviation des eaux industrielles du poste de relevage (PRU) vers le bassin de sécurité. Les eaux de process ne sont plus envoyées vers le bassin tampon aéré (BTA) mais celui-ci rejette toujours vers le réseau communal.

Le lundi 12 janvier vers 8h, le rejet des eaux contenues dans le BTA vers le réseau communal est arrêté et les eaux du poste de relevage ne sont plus déviées vers le bassin de sécurité et sont envoyées vers le BTA.

L'exploitant indique qu'entre le samedi 10 janvier 17h et le lundi 8h, le site a rejeté des effluents non conformes en DCO dans le réseau communal. 218,5 m³ d'eau ont été rejetés avec une moyenne de 6157 mg/l de DCO et un flux de 1,345 tonnes.

L'exploitant a pris la décision de rouvrir le BTA et de rejeter les eaux dans le réseau communal lorsque les concentrations en DCO ont été conformes c'est-à-dire comprises entre 2000 et 3000 mg/l. Ce fût le cas le jeudi 15 janvier.

L'exploitant indique avoir informé le mercredi 14 janvier, le service assainissement de la CDA de La Rochelle via l'adresse mail inscrite dans l'autorisation de déversement des eaux industrielles. L'exploitant précise ne pas avoir eu de réponse de la CDA.

À l'issue du rechargement du réseau en propylène glycol, la fuite est estimée à 500 litres de produit.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité du propylène glycol. Elle est fournie par la société Stockmeier France, date du 22 mai 2024 et est relative à l'antigel MPG special C131 rouge tech. Ce produit ne comporte aucune mention de dangers et est totalement miscible à l'eau.

<p>Concernant les causes de cette fuite, l'exploitant précise que le tronçon de la canalisation concernée est en PVC alors que d'autres parties sont en inox. La fuite a eu lieu au niveau d'une bride. Des travaux récents ont eu lieu sur la canalisation ayant pu conduire à un mouvement de celle-ci et par manque de supportage, à la fuite au niveau de la bride.</p> <p>Le 11 février 2026, l'exploitant a réalisé la télédéclaration d'incident sur le site entreprendre service public.fr.</p> <p>Concernant les actions correctives, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacer, avant le 31 août 2026, la canalisation du réseau d'eau glacée par une canalisation en inox et augmenter le nombre de supports, - effectuer des rondes régulières de surveillance de la canalisation, - modifier, à compter du 15 février 2026, l'automatisme pour stopper les pompes 12849 et 12851 situées en sortie du BTA lorsque la DCO est trop importante dans le canal de rejet. La concentration limite fixée est de 3090 mg/l.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la mise en place effective des actions correctives liées au remplacement de la tuyauterie du réseau d'eau glacée et de la modification de l'automatisme visant à arrêter le rejet d'eaux industrielles dans le réseau communal en cas de dépassement de la concentration en DCO.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 2 : Bassin de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 8.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, bassin de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bassin de sécurité de 60 m³ n'est utilisé qu'en cas de perte accidentelle de produits dans les ateliers de fabrication. Il se situe en aval du poste de relevage des eaux industrielles. Le dévoiement des eaux industrielles vers le bassin de sécurité est réalisé par l'automate de production situé au niveau de chaque atelier.</p> <p>L'ouverture de vanne automatique permettant l'envoi des eaux vers le bassin de sécurité provoque une alarme reportée en salle de supervision.</p> <p>Les dates et le temps de fonctionnement de la vanne automatique en position ouverte sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le bassin de sécurité est équipé d'un compteur permettant de connaître le volume des eaux envoyé dans ce dernier.</p> <p>L'exploitant est en mesure de connaître le volume d'eau dévié dans le bassin de sécurité ainsi que les dates et heures de déviation.</p> <p>Ce bassin n'est équipé d'aucun trop plein (ni de sécurité, ni gravitaire). Il est brassé dès qu'il contient des eaux.</p> <p>Le bassin de sécurité est équipé d'une sonde de niveau. Sur atteinte du niveau très haut, une alarme est reportée en salle de supervision et provoque une intervention rapide du personnel de maintenance.</p>

<p>La vidange du bassin de sécurité est réalisée à l'aide d'une pompe de relevage manuelle. L'exploitant consigne les dates et heures de mise en fonctionnement de la pompe manuelle permettant la vidange du bassin de sécurité et l'envoi des eaux vers le poste de relevage de 10 m³ puis vers le bassin tampon.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection les courbes des niveaux d'eau présents dans le poste de relevage (PRU), le bassin de sécurité et le BTA. On voit clairement le niveau du bassin de sécurité augmenter dans la matinée du 10 janvier. L'exploitant a précisé que 36,5 m³ d'eau avaient été déviés vers le bassin de sécurité.</p> <p>L'exploitant confirme que le bassin de sécurité est brassé.</p> <p>Les eaux contenues dans le bassin de sécurité ont été traitées en tant que déchets. L'exploitant a transmis les deux bordereaux de suivi des déchets dangereux émis par la société ORTEC (2 lots de 22 tonnes - code déchets : 16 10 01*). Au final, ce sont 44 m³ d'eau qui ont été pompés dans le bassin de sécurité.</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux définies dans l'autorisation en vigueur de déversement des eaux autres que domestiques dans le système de collecte et de traitement délivrée par la collectivité compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une autorisation de déversement des eaux usées dans le système de collecte et de traitement de la CDA de La Rochelle pour le site Agrocéan datée du 19 mars 2025.</p> <p>La DCO ne doit pas dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une concentration de 3090 mg/l en moyenne journalière sur 7 jours, - un flux de 680 kg/j en moyenne journalière sur 7 jours, - une concentration de 4000 mg/l en pointe journalière, - un flux de 960 kg/j en pointe journalière. <p>Par ailleurs, l'autorisation indique que pour les paramètres DCO, DBO5, et phosphore total, le rejet sera considéré comme conforme en cas de respect d'un flux limite cumulé pour les sites Innov'ia Premium et Agrocéan en moyenne journalière sur 7 jours de 960 kg/j de DCO et en pointe journalière de 1320 kg/j de DCO.</p> <p>Avant la fuite de propylène glycol, le vendredi 9 janvier, la concentration en DCO des eaux industrielles est de 1080 mg/l.</p>

La concentration moyenne observée suite à l'incident est de 8456 mg/l dépassant la concentration en pointe journalière autorisée de 4000 mg/l.

L'exploitant a déclaré avoir rejeté un flux de DCO de 1345 kg (basé sur une concentration moyenne de 6157 mg/l) entre le samedi 10 janvier 17h et le lundi 12 janvier 8h, ce qui représente 39h de rejet. Au regard de la durée du rejet, le flux en pointe journalière de 1320 kg/j de DCO des deux sites Innov'ia ne semble pas avoir été dépassé.

Le service assainissement de la communauté d'agglomération de La Rochelle n'ayant pas fait part de dysfonctionnement de la station de traitement des eaux de Port Neuf, l'inspection des installations classées ne propose pas de suites administratives relatives à cette fuite de propylène glycol ayant entraîné un dépassement de la concentration en DCO dans les eaux industrielles rejetées par le site Agrocéan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les actions correctives mentionnées dans le premier constat et s'assure de respecter les valeurs limites de rejet inscrites dans l'autorisation de déversement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective